



**RAPPORT ANNUEL**

**APPLICATION DU RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE**

**2021**

Préparé par :

Mario Paillé, Greffier-Trésorier

Le 17 janvier 2022

## **1. PRÉAMBULE**

Sanctionné le 16 juin 2017, la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, permet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, à une régie intermunicipale de prévoir les règles régissant la passation de ses contrats dont le montant de la dépense est de 25 000\$ et plus, mais inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public (AOP). L'article 938.1.2 du Code municipal du Québec (C.M.) exige par ailleurs que des règles à cet effet soient prévues au Règlement de gestion contractuelle (RGC) de la régie. Par exemple, elle pourrait établir le seuil de la dépense à partir duquel elle attribue ses contrats de gré à gré. Ce seuil pourrait varier selon le type de contrat (services professionnels, exécution de travaux, etc.)

Conformément à l'article 938.1.2 du C.M., la Régie doit présenter annuellement un rapport concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle du dernier exercice financier complet précédent avant le 31 janvier.

## **2. OBJET**

Ce rapport a pour principal objectif de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la Régie en renseignant les citoyens sur l'application des mesures prévues à son RGC.

## **3. LE RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

En vertu de l'article 278 de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, les politiques de gestion contractuelle des organismes municipaux sont réputées des Règlements sur la gestion contractuelle (RGC), et ce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018,

La Régie d'aqueduc de Grand Pré a adopté son règlement de gestion contractuelle (Règlement no. 24) le 21 février 2019.

Le 17 juin 2021, la Régie d'aqueduc de Grand Pré a adopté le règlement numéro 29 modifiant le règlement sur la gestion contractuelle pour le rendre conforme à la *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions* (L.Q. 2021, chapitre 7). Cette loi prévoit que pour une période de trois (3) ans, à compter du 25 juin 2021, les municipalités devront prévoir des mesures afin de favoriser les entreprises québécoises pour tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété pour la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après une demande de soumission publique.

#### **4. OCTROI DES CONTRATS**

Voir en Annexe 1 le sommaire des contrats de plus de 25 000\$ octroyés par la Régie.

#### **5. LES MODES DE SOLLICITATION**

La Régie peut conclure des contrats selon les quatre principaux modes de sollicitation possibles : le contrat conclu de gré à gré; le contrat conclu à la suite d'une demande de prix par écrit; le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation auprès d'au moins deux fournisseurs; ou le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres public. Pour déterminer le mode de sollicitation à utiliser, la Régie tient compte de l'estimation de la dépense du contrat qu'elle désire octroyer ainsi que des dispositions législatives et réglementaires à cet égard.

La Régie tient à jour sur Internet la liste des contrats qu'elle conclut et qui comportent une dépense d'au moins 25 000\$. Cette liste est publiée, conformément à la loi, sur le système électronique d'appel d'offres approuvé par le gouvernement.

Également, tel que requis par la Loi, nous présentons la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 \$ passés au cours du dernier exercice financier complet précédent avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 \$.

##### **5.1. Contrats dont la dépense est inférieure à 25 000 \$ et conclus de gré à gré**

Le Règlement de gestion contractuelle ne prévoit aucune règle spécifique à ce type de contrat. Pour l'année 2021, tous les contrats dont la dépense est inférieure à 25 000 \$ et conclus de gré à gré l'ont été selon les règles en vigueur.

##### **5.2. Contrats dont la dépense est supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public**

La Régie peut prévoir les règles de passation des contrats qui comportent une dépense supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public dans un règlement sur la gestion contractuelle (RGC) précisant pour quelles catégories de contrats ces règles s'appliqueront.

Tout contrat visé à l'un des paragraphes du premier alinéa de l'article 935 C.M., comportant une dépense d'au moins 25 000 \$, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publiques en vertu de l'article 935 C.M., peut être conclu de gré à gré par la Régie.

Durant l'année 2021, tous les contrats dont la dépense est supérieure à 25 000 \$ et inférieure

au seuil obligeant l'appel d'offres public ont été octroyés suite à un appel d'offres publics ou sur invitations, sauf pour le renouvellement des assurances avec la FQM Assurances qui a été octroyé de gré à gré. L'octroi des contrats s'est déroulé selon les règles applicables en vigueur.

### **5.3. Contrats dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres**

La Régie doit passer par une demande de soumissions publique afin d'octroyer un contrat dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres public. La Régie doit alors respecter des délais minimaux de réception des soumissions de 15 jours ou de 30 jours et ouvrir les demandes de soumissions à certains territoires, selon ce qui est prévu dans le règlement ministériel fixant les valeurs de seuils et les délais minimaux de réception des soumissions.

Il existe quelques exceptions à la procédure d'appel d'offres public, notamment pour les contrats de services professionnels à exercice exclusif. En effet, les organismes municipaux peuvent accorder des contrats :

- de gré à gré pour les professions suivantes : médecin, dentiste, pharmacien et infirmier;
- sur invitation écrite auprès d'au moins trois fournisseurs pour les professions suivantes : avocat et notaire.

Durant l'année 2021, le seul contrat dans cette catégorie que la Régie a octroyé est le forage d'un puits d'essai à Les Forages L.B.M. Inc. L'octroi de ce contrat s'est déroulé selon les règles applicables en vigueur.

## **6. PLAINTÉ**

Aucune plainte n'a été reçue concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle.

## **7. SANCTION**

Aucune sanction n'a été appliquée concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle.

Rapport déposé lors de la séance du 20 janvier 2022.



Mario Paillé  
Greffier-Trésorier

## **ANNEXE 1**

### **SOMMAIRE DES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$ OCTROYÉS PAR LA RÉGIE**

**LISTE DES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$ :**

<u>Entrepreneur</u>	<u>Description</u>	<u>Mode d'adjudication</u>	<u>Montant avec taxes</u>
Bernard Lessard Excavation	Ajout de gravier sur le chemin de Sainte-Ursule et le Réservoir de Saint-Édouard	Appel d'offres sur invitation	48 119,71 \$
Les Forages L.B.M. inc.	Forage d'un puits d'essai et ajout pour prolongation de la location de la pompe	Appel d'offres public	202 312,83 \$
R.J. Lévesque et fils Itée	Réhabilitation du Puits SA-23	Appel d'offres sur invitation	34 952,40 \$
FQM Assurances	Assurances générales	Gré à gré, appel d'offres non prescrit	51 818,60 \$
Les entreprises Paul St-Yves Inc.	Contrat de déneigement pour les années 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024	Appel d'offres sur invitation	49 110,42 \$
Les compteurs Lecomte Itée	Vérification annuelle des débitmètres pour les années 2022 à 2026	Appel d'offres sur invitation	61 511,63 \$

**LISTE DES CONTRATS DE PLUS DE 2 000 \$ DU MÊME CONTRACTANT TOTALISANT PLUS DE 25 000 \$ :**

<u>Entrepreneur</u>	<u>Description</u>	<u>Mode d'adjudication</u>	<u>Montant avec taxes</u>
---------------------	--------------------	----------------------------	---------------------------

\* En 2021, aucun contractant a obtenu plusieurs contrats de 2 000 \$ et plus totalisant plus de 25 000 \$.